



IMPACT SOCIOECONOMIQUE DE LA COVID-19 EN CÔTE D'IVOIRE



CONTEXTE

Depuis son apparition à Wuhan en Chine en décembre 2019, la maladie à Corona virus s'est rapidement propagée dans le monde au point d'être déclarée Pandémie par l'OMS le 11 Mars 2020. Les pays africains n'ont pas été épargnés par la crise sanitaire. En effet, l'Afrique du Sud possède, à elle seule, 649 793 cas testés positifs suivi du Maroc 86 686 et de l'Ethiopie 64 301. Entre autres mesures, nous pouvons citer l'instauration de l'état d'urgence, la mise en quarantaine des cas suspects et des contacts des malades dans les centres réquisitionnés par l'Etat ; la fermeture de tous les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et supérieur pour une période déterminée et renouvelable ; l'interdiction des rassemblements de population ; le réaménagement des horaires de travail ; l'instauration d'un couvre-feu, etc.

En conséquence, l'OCDE prévoit une croissance de l'économie mondiale entre 2,4% et 1,5% pour l'année 2020 contre de 2,9% initialement prévu. Cette dévastation socioéconomique s'est répercutée un peu partout dans le monde (Bloomfield, 2020). En Afrique de l'Ouest, à l'image des autres pays, les Etats ont mis en place d'importantes mesures pour empêcher la propagation du virus mais aussi et surtout soutenir l'économie des pays. L'ensemble des mesures prises par les autorités ne seraient pas sans conséquence sur le bien-être des populations mais aussi et surtout sur le développement économique et social du pays. En Côte d'Ivoire, le gouvernement a revu à la baisse sa prévision de croissance économique à 3,5% contre 7,2% initialement prévu pour 2020. Ainsi, l'Etat a élaboré un plan de soutien aux entreprises et aux populations qui se chiffre à 1 700 milliards de FCFA.

Sur le plan macroéconomique, la maladie à Corona virus induit une baisse du niveau d'emploi optimal étant donné que plusieurs emplois requièrent des interactions sociales prohibées pour éviter l'expansion du virus. En fait, le confinement, considéré comme désirable pour endiguer l'impact du virus sur la santé publique, impose aussi une limitation des emplois (Fornaro et Wolf, 2020). En plus de ses répercussions sur le niveau de plein emploi, cette pandémie et les politiques de confinement y afférentes pourraient aussi engendrer une chute de la capacité productive future de l'économie selon les auteurs. Yang et al (2011), utilisant la méthodologie ABM (Agent Based Model) pour représenter les réseaux de contact et différents niveaux de conformité aux mesures d'isolation et de quarantaine.

Lorsqu'on considère les pertes éventuelles dans les échanges commerciaux, du tourisme et d'autres aspects liés à la chaîne d'approvisionnement global, bien que les cours du cacao ont été en hausse sur les deux premiers mois de 2020, les anticipations sur une augmentation de la production en raison d'une bonne pluviométrie et sur la baisse de la demande en raison de la propagation de la COVID-19 ont contribué à un repli des cours au mois de mars selon Levy et al. (2020). Cette situation pourrait perdurer et avoir une incidence sur les exportations de la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, et dont les produits du cacao représentent 38,6% de ses exportations totales de biens en 2018. Parallèlement, les cours du pétrole connaissent des baisses assez importantes, ils ont perdu plus de 60% de leur valeur sur le premier trimestre. Cette chute résulte du déséquilibre sur le marché entre l'offre abondante et la baisse de la demande mondiale. Même si les pays producteurs arrivaient à s'entendre sur un quota de production, le ralentissement de l'économie mondiale et l'importance des stocks limiteraient la hausse des cours par rapport à leur niveau de l'année dernière.

MÉTHODOLOGIE

Afin d'analyser l'impact que la COVID-19 pourrait avoir sur l'économie ivoirienne, deux scénarii de simulation ont été considérés. Chaque scénario repose sur un certain nombre d'hypothèses de simulation. La méthodologie de simulation de l'impact de la COVID-19 sur l'économie ivoirienne est basée sur certaines dimensions et indicateurs socio-économiques ciblés dans l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) et plus particulièrement dans la capture du dividende démographique. Il s'agit des dimensions suivantes : le déficit du cycle de vie, la qualité du cadre de vie, les dynamiques de pauvreté, le développement humain, les réseaux et territoires. Les deux scénarii considérés pour analyser l'impact de la crise sont :

1

PÉRIODE DE CONFINEMENT

Ce scénario vise à analyser les effets de la mesure de confinement adoptée par la plupart des pays comme arme contre la maladie à coronavirus. En effet, dès les débuts de la pandémie sur le territoire, les autorités Burkinabè ont décidé d'un confinement total des populations afin d'endiguer la propagation de la maladie. Cette mesure a occasionné un arrêt des activités économiques, culturelles, touristiques, etc.... Il convient donc d'évaluer l'impact de cette crise au cours de cette période.

2

APRÈS DÉCONFINEMENT

Dans ce scénario, il s'agit d'analyser les effets de la COVID-19 après un déconfinement des populations. Cette période de déconfinement s'étend jusqu'à la fin de l'année 2020. Le déconfinement permettra une reprise des activités et serait une période propice pour faire le bilan de l'impact de la maladie sur la situation économique du pays. En effet, cette période permettra de capter l'effet du coronavirus malgré une reprise morose des activités.



RESULTATS ET ANALYSES

HAUSSE DE LA DEMANDE SOCIALE

Dans le scénario 1, une baisse de la consommation des ménages de 10 % accompagnée d'une baisse du revenu de l'informel de 50% induiraient une baisse de l'indice de couverture de la dépendance économique (ICDE) passant de 0,382 à 0,074 soit une baisse de 30,7 points de pourcentage. Les effets de la COVID-19 sur la demande sociale passent par une réduction en valeur absolue du surplus engrangé par les individus productifs (2367 milliards FCFA à 469 milliards FCFA) et un accroissement du déficit généré par les individus économiquement dépendants passant de 6200 milliards FCFA à 6318 milliards FCFA soit un accroissement du déficit de 118 milliards FCFA. En résumé, les chocs sur la consommation des ménages et le revenu de l'auto emploi dans le scénario 1 affectent durement les individus productifs (soit 1898 milliards de baisse du surplus). De manière générale, la période de confinement aurait comme impact majeur une hausse du déficit du cycle de vie (LCD) de 2016 milliards de FCFA.

TABLEAU 1 : IMPACT DE LA COVID-19 SUR DDMI ET ICDE

	ETAT INITIAL	SCÉNARIO CONFINEMENT		SCÉNARIO DÉCONFINEMENT	
		IMPACT COVID-19	GAP À COMBLER	IMPACT COVID-19	GAP À COMBLER
DDMI	44,0%	30,4%	-13,6%	27,3%	-16,6%
ICDE	38,2%	7,4%	-30,7%	5,0%	-33,2%
SURPLUS (MDS FCFA)	2 367	469	1 898	310	-2 057
DÉFICIT (MDS FCFA)	6 200	6 318	118	6 219	19
LCD	3 833	5 849	2 016	5 909	-2 038

SOURCE : CREG, 2020

Le deuxième scénario, induit une dégradation remarquable de la demande sociale. En effet, l'indice de couverture de la dépendance économique (ICDE) a baissé de 0,382 à 0,05 soit une baisse de 33,2%. Ceci signifie que seulement les ressources générées par les individus encore actifs ne couvraient qu'à peine 5% de la demande sociale, le reste devant être financé par d'autres mécanismes tels que l'aide publique et les transferts. Ce résultat est la conséquence du choc sur les individus actifs dont le surplus économique baisserait de 86,9% (2 367 milliards FCFA à 310 milliards FCFA). Les individus dépendants verront leurs déficits s'accroître passant de 6200 à 6219 milliards FCFA soit 0,31% d'accroissement. Globalement, on note une augmentation du déficit du cycle de vie de 2038 milliards FCFA. Les différents chocs de la COVID-19 sur la qualité du cadre de vie dans le scénario 1 font baisser l'indice de qualité du cadre de vie passant de 0,590 à 0,536 soit une variation de 9,1% à la baisse. Il en est de même pour les effets des chocs dans le scénario 2 relatif au déconfinement où l'IQCV est passé de 0,590 à 0,520. Toutefois, la baisse de cet indicateur dans le scénario 2 est plus importante que celle dans le premier scénario optimiste. Quel que soit le scénario considéré, la COVID-19 provoquerait une dégradation de la qualité du cadre de vie des ivoiriens.

Dans le scénario 1, la crise de la COVID-19 affecterait négativement réduisant la proportion d'individus disposée à porter aide à autrui dans le pays. La crise entraîne une réduction importante de la proportion des individus pouvant compter sur leur réseau social en cas de difficultés. Le score des liens sociaux passe de 0,496 à 0,298 soit une baisse d'environ 36,0%. En revanche, dans le deuxième scénario, l'effritement des liens sociaux est plus prononcé comparativement au premier. En effet, dans le scénario de déconfinement, le score des liens sociaux connaît une profonde baisse passant de 0,496 à 0,248 soit une baisse d'environ 54% par rapport à la position initiale. Alors que la crise relative à la COVID-19 présente un effet non négligeable sur l'environnement à travers une relative stabilité du niveau de pollution atmosphérique, l'environnement serait positivement affecté selon les scénarii 1 et 2. En effet, on assiste à une amélioration de la qualité de l'environnement symbolisée par une hausse de l'indice de l'environnement qui passe de 0,575 à 0,599 et 0,585 respectivement pour les scénarii 1 et 2. Cela s'explique entre autres par l'ensemble des mesures prises (Confinement partiel, couvre-feu, Etat d'urgence, limitation des déplacements inter-régions, etc.) engendrant une immobilisation quasi-totale des véhicules et autres moyens de transport, une réduction des activités industrielles, etc. sur une période relativement longue. Ceci aura comme conséquence une baisse de la pollution améliorant la qualité de l'air dans le scénario 1 et 2 respectivement.

L'analyse des résultats des simulations montre que la crise sanitaire impacte négativement sur le bien-être des individus ivoiriens quel que soit le scénario considéré. En effet, la proportion d'individus étant satisfaite de leur vie va considérablement baisser à cause des mesures prises, ce qui aggraverait encore plus les conditions de vie relativement précaires d'une frange de la population ivoirienne. A titre d'illustration, l'indice du bien-être subjectif initialement estimé à 53,8%, se dégraderait de 43,0% et de 37,7% respectivement selon les scénarii 1 et

2. Autrement dit, l'indice connaîtrait une baisse de 10,9 points de pourcentage dans la période du confinement avant de rechuter davantage à 21,8 points de pourcentage lors du déconfinement. Cela traduit une réduction de la proportion de personnes relativement satisfaites de leurs vies. L'autre aspect de la qualité du cadre de vie qui serait fortement affecté par la crise de la Covid-19 est la répartition du temps des individus entre la vie professionnelle et la vie privée. Cette crise impliquerait d'une part, une baisse visible de la proportion des individus effectuant des travaux aux horaires chargés (c'est-à-dire plus de 50h de travail par semaine) passant de 79,8% à 61,1% quel que soit le scénario considéré soit une baisse de 21,8 points de pourcentage. Cette baisse reflète les effets directs de l'arrêt quasi systématique principalement dans les secteurs de l'auto-emploi et dans l'informel.

La situation sanitaire relative à la COVID-19 impliquerait des impacts différents sur la sécurité en fonction de l'horizon temporel. A court terme tel que décrit dans le premier scénario, les mesures sécuritaires impliqueraient indubitablement une hausse de la sécurité. Cette hausse se traduit par un accroissement de la proportion de personnes se sentant en sécurité atteignant 1,1% en termes de point de pourcentage dans le premier scénario. Toutefois, dans la période de déconfinement, l'indice relatif à la sécurité connaîtrait une augmentation en passant de 0,630 à 0,649 soit une hausse de 1%. En somme, la crise de la COVID-19 engendrait une amélioration de la situation sécuritaire à court terme mais cette dernière va se dégrader avec le temps.

TABLEAU 2 : IMPACT DE LA COVID-19 SUR L'IQCV

	ETAT INITIAL	SCÉNARIO CONFINEMENT		SCÉNARIO DÉCONFINEMENT	
		IMPACT COVID-19	GAP À COMBLER	IMPACT COVID-19	GAP À COMBLER
IQCV	59,0	53,6%	-2,0%	52,0%	-5,1%
ENGAGEMENT CIVIQUE	42,9%	42,9%	-0,0%	42,9%	0,0%
LIENS SOCIAUX	49,6%	29,8%	-36,0%	24,8%	-54,0%
ENVIRONNEMENT	57,5%	59,9%	3,5%	58,5%	5,3%
LOGEMENT	63,9%	63,9%	0,0%	63,9%	0,0%
BIEN ETRE SUBJECTIF	53,8%	43,0%	-10,9%	37,7%	-21,8%
TRAVAIL-VIE PRIVEE	79,8%	61,1%	24,4%	61,1%	26,5%
SECURITE	63,0%	65,1%	1,1%	64,9%	1,0%

SOURCE : CREG, 2020

BAISSE DE LA PROPORTION DES SORTIES DE LA PAUVRETE

L'analyse des résultats des simulations montre que la crise de COVID-19 provoquerait un léger changement des états de pauvreté dans le pays. Dans le scénario de déconfinement, la proportion d'individus sortis de la pauvreté connaîtra une baisse passant de 53,7% à 50,3%. Cette baisse de l'indice synthétique de sortie de pauvreté (ISSP) se traduit directement par une hausse de la pauvreté chronique qui augmente de 3.5 points de pourcentage.

A court terme, l'impact de la COVID-19 est négligeable sur les indices de transition et stabilité. En d'autres termes, la COVID-19 impliquerait un changement léger d'état de pauvreté en Côte d'Ivoire. Toutefois, les incidences quoique négligeables sur les dynamiques de pauvreté commenceraient à se faire observer à partir du premier scénario. En effet, on note une baisse des proportions de basculement et des sorties de pauvreté qui passent respectivement de 23,3% à 22,3% et de 25,9% à 24,6%. Dans cette même dynamique, l'augmentation du nombre de ménages ayant transité dans la pauvreté provoquerait une hausse de l'indice de la pauvreté chronique qui passe de 23,0% à 25,3% soit une hausse de 2,3%. La période de confinement n'affecterait pas les ménages riches selon les résultats obtenus dans le premier scénario.

TABEAU 3 : IMPACT DE LA COVID-19 SUR L'ISSP

	ETAT INITIAL	SCÉNARIO CONFINEMENT		SCÉNARIO DÉCONFINEMENT	
		IMPACT COVID-19	GAP À COMBLER	IMPACT COVID-19	GAP À COMBLER
ISSP	53,7%	52,4%	-1,3%	50,3%	-3,4%
TRANSITION	52,6%	52,5%	-0,2%	50,5%	-2,1%
PNP	25,9%	24,6%	-1,3%	23,8%	-2,1%
NPP	23,3%	22,3%	-1,0%	23,3%	0,0%
STABILITE	54,7%	52,4%	-2,4%	50,0%	-4,8%
PP	23,0%	25,3%	2,3%	26,5%	3,5%
NPNP	27,8%	27,8%	0,0%	26,4%	-1,4%

SOURCE : CREG, 2020

La COVID-19 entrainerait un renforcement de la proportion des individus en situation de pauvreté chronique passant de 23,0% à 26,5% soit une hausse de 3,5% dans le scénario2. Cette dégradation des conditions de vie et du bien-être matériel est induite par la hausse des prix des biens de première nécessité accompagnée d'un manque de ressources financières pour faire face à certains besoins vitaux. Bien qu'à court terme (période de confinement), les individus disposant de ressources financières suffisantes (les non pauvres purs) aient pu résister, la proportion de ceux-ci commencerait à s'effriter à mesure que la crise perdurerait. Selon le scénario de déconfinement, la proportion des non pauvres purs en Côte d'Ivoire baisserait de 27,8% à 26,4% soit une réduction de 1,4%. Cela s'expliquerait par la charge du réseau social, par la baisse des activités économiques entre autres. Dans cette même optique, nous constatons une baisse de la proportion des individus sortis de la pauvreté ; cette chute est évaluée à 2,1%. Toutefois, nous notons une certaine stabilité de la proportion des ménages ayant basculé dans la pauvreté.

DEGRADATION DU DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

L'analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 sur l'éducation révèle que cette dernière serait différemment affectée en fonction des scénarii. En effet, dans le premier scénario, la crise entraînerait une chute de l'indice de l'éducation qui passe de 41,5% à 39,4% selon les deux derniers scénarii. Cela est dû aux importants impacts négatifs qu'aurait la crise de la COVID-19 sur la durée attendue de scolarisation. En d'autres termes, la suspension des activités académiques en vue de la limitation de la propagation du virus engendrerait de longues périodes susceptibles de perturber la couverture du quantum horaire.

Dans le premier scénario, l'impact de la COVID-19 serait très négligeable sur le secteur ivoirien de la santé. Toutefois, les impacts commencent à se faire remarquer à mesure que la crise perdure. En effet, le niveau de la santé de 61,7% chuterait pour atteindre 51,7% soit 5,1 points de pourcentage à la baisse. En effet, le confinement et la baisse d'activité professionnelle se traduiraient par une activité conjugale susceptible de relancer l'indice synthétique de fécondité (ISF). De plus, la forte concentration des efforts sur les malades et les recherches sur la COVID-19 provoqueraient un abandon relatif ou une baisse de la surveillance des autres maladies ; ce qui en conséquence engendrerait une baisse de l'espérance de vie à long terme. La COVID-19 entraînerait une baisse sensible de la consommation des ménages dans les deux périodes (confinement et déconfinement). Cette chute est évaluée à 2,1 points de pourcentage dans les deux scénarii.

TABLEAU 4 : IMPACT DE LA COVID-19 SUR L'IDHE

	ETAT INITIAL	SCÉNARIO CONFINEMENT		SCÉNARIO DÉCONFINEMENT	
		IMPACT COVID-19	GAP À COMBLER	IMPACT COVID-19	GAP À COMBLER
IDHE	54,9%	53,4%	-1,5%	51,7%	-3,2%
SANTE	61,7%		0	56,6%	-5,1%
EDUCATION	41,5%	39,4%	-2,1%	39,4%	-2,1%
NIVEAU DE VIE	64,6%	62,8%	-1,8%	62,2%	-2,4%

SOURCE : CREG, 2020

DEGRADATION DE L'ATTRACTIVITE DES TERRITOIRES

La COVID-19 entraînerait un renforcement de la proportion des individus en situation de pauvreté chronique passant de 23,0% à 26,5% soit une hausse de 3,5% dans le scénario2. Cette dégradation des conditions de vie et du bien-être matériel est induite par la hausse des prix des biens de première nécessité accompagnée d'un manque de ressources financières pour faire face à certains besoins vitaux. Bien qu'à court terme (période de confinement), les individus disposant de ressources financières suffisantes (les non pauvres purs) aient pu résister, la proportion de ceux-ci commencerait à s'effriter à mesure que la crise perdurerait. Selon le scénario de déconfinement, la proportion des non La crise liée à la COVID-19 présente des effets négatifs sur l'attractivité des territoires et une dégradation sensible du maillage territorial des districts et régions de la côte d'Ivoire. L'indice synthétique réseaux et territoires (ISRT) connaît une tendance à la baisse quel que soit le scénario considéré. Dans la période de confinement, l'attractivité et le maillage des territoires seront négativement impactés par la crise liée à la COVID-19 entraînant une baisse de l'ISRT de 24,7% à 23,3% selon le premier scénario et à 22,6% dans le second. Ainsi, la crise liée à la COVID-19 contribuerait à accentuer la situation peu reluisante des régions et ce, à mesure qu'elle perdure. Cela est le fait principalement de la cessation des activités économiques, de la limitation de la mobilité inter-régionale ainsi que la chute des transferts de fonds notamment des migrants.

L'impact de la Covid-19 sur les réseaux et territoires en Côte d'Ivoire s'observe principalement à travers les impacts directs sur les infrastructures territoriales et les flux et capacités financiers des régions. Dans les deux scénarii, alors que l'urbanisation et la migration restent non impactées, la structure des infrastructures connaîtrait une dégradation passant de 0,586 à 0,552 pour la période de confinement. Cette dégradation va se prolonger avec le temps pour atteindre 0,549 lors du déconfinement. En raison des mesures prises, notamment celles relatives à la restriction de la durée d'ouverture et de fermeture des marchés et centres commerciaux, de la fermeture des écoles et autres centres de formation entre autres, on observerait une plus faible proportion d'individus utilisant ces infrastructures. En ce qui concerne les flux et capacités financiers, la crise de la COVID-19 présente des effets considérables sur les transferts, sur le revenu, le coût du panier de la ménagère entre autres. En effet, le blocage des activités économiques engendre une réduction drastique des transferts aussi bien versés que reçus. Une baisse de la croissance du produit intérieur brut (PIB) par rapport aux prévisions initiales sera observée. Il sera de même pour le revenu national brut. En outre, la consommation alimentaire va se dégrader progressivement avec le temps à mesure que la crise perdure. En conséquence, l'indice des flux et capacités financiers va connaître des tendances baissières continues passant de 0,152 à 0,127 dans le premier scénario avant de rechuter jusqu'à 0,116 dans le second. En synthèse, la situation de la COVID-19 impacterait négativement l'attractivité financière des districts et régions de la Côte d'Ivoire.

pauvres purs en Côte d'Ivoire baisserait de 27,8% à 26,4% soit une réduction de 1,4%. Cela s'expliquerait par la charge du réseau social, par la baisse des activités économiques entre autres. Dans cette même optique, nous constatons une baisse de la proportion des individus sortis de la pauvreté ; cette chute est évaluée à 2,1%. Toutefois, nous notons une certaine stabilité de la proportion des ménages ayant basculé dans la pauvreté.

TABLEAU 5 : IMPACT DE LA COVID-19 SUR L'ISRT DIMENSION 5

	ETAT INITIAL	SCÉNARIO CONFINEMENT		SCÉNARIO DÉCONFINEMENT	
		IMPACT COVID-19	GAP À COMBLER	IMPACT COVID-19	GAP À COMBLER
ISRT	24,7%	23,3%	-1,4%	22,6%	-2,1%
URBANISATION	30,5%	-	0	-	0
MIGRATION	13,8%	-	0	-	0
INFRASTRUCTURES	58,6%	55,2%	-3,4%	54,9%	-3,7%
FLUX FINANCIERS	15,2%	12,7%	-2,5%	11,6%	-3,6%

SOURCE : CREG, 2020

RECOMMANDATIONS

La crise sanitaire liée au Coronavirus et les mesures prises pour limiter la propagation du virus présentent des impacts relativement lourds aussi bien sur le plan socio-économique que sanitaire en Côte d'Ivoire. La COVID-19 anéantit les efforts jusque-là consentis par le gouvernement ivoirien dans l'atteinte des objectifs de développement (ODD).

Au regard des résultats obtenus dans les différents scénarii, il est recommandé de :

- Renforcer les mesures sociales d'accompagnement proposées par l'Etat central ;
- Accélérer la mise en place des dites mesures ;
- Effectuer un meilleur ciblage des ménages les plus vulnérables ;
- Soutenir les entreprises à travers des reports et prise en charge de certaines dépenses pour limiter les licenciements ;
- Soutenir particulièrement les collectivités territoriales pour limiter la dégradation de la structure économique des régions et districts.

REFERENCES

Bloom, D.E., Cadarette, D., Sevilla, J., 2018. Les maladies infectieuses, nouvelles ou récurrentes, peuvent avoir de profondes répercussions économiques. *Finances & Développement* 4.

Currie, C.S.M., Fowler, J.W., Kotiadis, K., Monks, T., Onggo, B.S., Robertson, D.A., Tako, A.A., 2020. How simulation modelling can help reduce the impact of COVID-19. *Journal of Simulation* 1-15. <https://doi.org/10.1080/17477778.2020.1751570>

Fornaro L., Wolf M. (2020). Covid-19 Coronavirus and Macroeconomic Policy. *Barcelona GSE Working Paper series*, No. 1168, p: 1-9.

Levy C, Danon G, Kouadio (2020): « Impact du Covid19 sur la zone UEMOA », www.bloomfield-investment.com

RÉDACTION	SUPERVISION	RELECTURE
PR LATIF DRAMANI DR OUMY NDIAYE KEBE DR SAM AGBAHOUGBA	EDEM AKPO	MAME COURA NDIAYE KAMA

ISSN 2712-6927



9 772712 692002